

Tribunal administratif de Rennes, 27 décembre 2013, n° 1104843

Sur la décision

Référence : TA Rennes, 27 déc. 2013, n° 1104843

Juridiction : Tribunal administratif de Rennes

Numéro : 1104843

Sur les personnes

Avocat(s) : Sandra PELLEN

Parties : ASSOCIATION LA NATURE EN VILLE

Texte intégral

TRIBUNAL ADMINISTRATIF

DE RENNES

N° 1104843

ASSOCIATION LA NATURE EN VILLE

M. Gazio

Président-rapporteur

M. Bonneville

Rapporteur public

Audience du 29 novembre 2013

Lecture du 27 décembre 2013

jhg/pc

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal administratif de Rennes

(1^{re} Chambre)

Vu la requête, enregistrée le 14 décembre 2011, présentée pour l'ASSOCIATION LA NATURE EN VILLE, dont le siège est au XXX à XXX, par M^e Pellen ; l'ASSOCIATION LA NATURE EN VILLE demande au tribunal :

— d'annuler la décision du 14 octobre 2011 du préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine, portant dérogation à l'interdiction de destruction et de perturbation intentionnelle de spécimens de l'espèce animale protégée *Salamandra salamandra* (Salamandre tachetée) lors de la construction de 53 logements sur le site des Matelouères à Rennes ;

— de mettre à la charge de l'Etat une somme de 2 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 10 mai 2012, présenté par le préfet d'Ille-et-Vilaine ; le préfet conclut au rejet de la requête ;

Vu le mémoire, enregistré le 19 juin 2012, présenté pour les sociétés Mission Coop et SO.RE.IM par M^e Bois ; les sociétés Mission Coop et SO.RE.IM concluent au rejet de la requête ainsi qu'à la condamnation de l'association LA NATURE EN VILLE à leur verser la somme de 3 000 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Vu le mémoire, enregistré le 31 juillet 2012, présenté pour les sociétés Mission Coop et SO.RE.IM, qui concluent au rejet de la requête ;

Vu le mémoire, enregistré le 26 avril 2013, présenté pour les sociétés Mission Coop et SO.RE.IM, qui concluent au rejet de la requête, portent leur demande au titre des frais irrépétibles à 5 000 euros et demandent au tribunal de mettre à la charge définitive de la requérante les frais de l'expertise ;

Vu l'ordonnance en date du 23 mai 2013 fixant la clôture d'instruction au 18 juin 2013, en application de l'article R. 613-1 du code de justice administrative ;

Vu le mémoire, enregistré le 18 juin 2013, présenté pour l'ASSOCIATION LA NATURE EN VILLE, qui conclut aux mêmes fins que sa requête ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le rapport d'expertise déposé le 24 novembre 2012 ;

Vu la décision attaquée ;

Vu l'arrêté du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu la note en délibéré, enregistrée le 3 décembre 2013, présentée pour l'ASSOCIATION LA NATURE EN VILLE et M^{me} Y ;

Vu la note en délibéré, enregistrée le 3 décembre 2013, présentée pour la société SO.RE.IM et la SARL Mission Coop ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 29 novembre 2013,

— le rapport de M. Gazio, président-rapporteur ;

- les conclusions de M. Bonneville, rapporteur public ;
- et les observations de :
- M^e Pellen, avocat de l'ASSOCIATION LA NATURE EN VILLE ;
- M^e Le Dantec, avocat de la société SO.RE.IM et la SARL Mission Coop ;
- M. X, représentant le préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Sans qu'il soit besoin d'examiner la recevabilité de la requête :

SUR LES CONCLUSIONS A FIN D'ANNULATION :

1. Considérant qu'aux termes de l'article L. 411-1 du code de l'environnement : « I. - Lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits : 3° La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces » ; qu'aux termes de l'article L. 411-2 du même code : « Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées : ... 4° La délivrance de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle : a) Dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels ; b) Pour prévenir des dommages importants notamment aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux pêcheries, aux eaux et à d'autres formes de propriété ; c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ; d) A des fins de recherche et d'éducation, de repeuplement et de réintroduction de ces espèces et pour des opérations de reproduction nécessaires à ces fins, y compris la propagation artificielle des plantes ; e) Pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, d'une manière sélective et dans une mesure limitée, la prise ou la détention d'un nombre limité et spécifié de certains spécimens » ; qu'en application de ces dispositions le préfet d'Ille-et-Vilaine a délivré, par l'arrêté attaqué du 14 octobre 2011, une dérogation à l'interdiction de destruction et de perturbation intentionnelle de spécimens de l'espèce animale protégée *Salamandra salamandra* (Salamandre tachetée) lors de la construction de 53 logements sur le site des Matelouères à Rennes ;

2. Considérant que si l'association LA NATURE EN VILLE soutient qu'il appartiendra au préfet de démontrer que la demande du 3 janvier 2011 contenait l'ensemble des mentions prévues à l'article 2 du 19 février 2007 un tel moyen ne peut qu'être écarté dès lors que c'est au requérant qu'il appartient d'en établir le bien-fondé ; qu'en tout état de cause, l'association LA NATURE EN VILLE n'a pas davantage développé son moyen après que le préfet y ait répondu et ait communiqué le dossier de demande ; que le moyen ne peut ainsi qu'être écarté faute des précisions suffisantes permettant d'en apprécier la portée ;

3. Considérant que l'arrêté attaqué vise l'avis du Conseil national de la protection de la nature (CNPN) du 11 juillet 2011 ; que si l'association LA

NATURE EN VILLE soutient que « En l'espèce l'arrêté vise l'avis du CNPN du 11 juillet 2011 sans qu'il soit précisé si l'avis a été directement émis par le Conseil National ou par le comité permanent », ce moyen est dépourvu des précisions suffisantes pour en apprécier la portée et ne peut qu'être écarté ;

4. Considérant qu'aux termes de l'article 4 de l'arrêté du 19 février 2007 susvisé : « La décision précise : -description du protocole des interventions ;...-durée de validité de la dérogation » ; que l'arrêté de dérogation prévoit que cette dernière « s'applique à l'éventualité d'une destruction accidentelle d'individus de *Salamandra salamandra* (salamandre tachetée), lors du chantier de construction. Elle ne produira ses effets que durant cette période... » et précise les modalités mises en œuvre pour préserver le milieu ainsi que pour assurer le suivi du chantier ; que le moyen tiré de la méconnaissance de l'article 4 de l'arrêté du 19 février 2002 doit ainsi être écarté ;

5. Considérant qu'aux termes de l'article 1^{er} de l'arrêté du 19 février 2007 : « Les dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées sont, sauf exceptions mentionnées aux articles 5 et 6, délivrées par le préfet du département du lieu de l'opération pour laquelle la dérogation est demandée » ; que l'association LA NATURE EN VILLE ne peut ainsi pas reprocher au préfet de ne répondre qu'à la demande qui lui a été présentée et qui ne concernait que la salamandre tachetée alors, en tout état de cause, qu'une demande pour les autres espèces protégées (Grand Capricorne, Lucane cerf-volant, XXX et rapaces divers) n'aurait pas été fondée puisqu'il résulte du rapport d'expertise susvisé, qu'elles ne sont pas affectées par le projet de construction ;

6. Considérant qu'aux termes de l'article L. 411-2 code de l'environnement : « Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées : ... 4° La délivrance de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle :... c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ; d) A des fins de recherche et d'éducation, de repeuplement et de réintroduction de ces espèces et pour des opérations de reproduction nécessaires à ces fins, y compris la propagation artificielle des plantes » ; que l'arrêté attaqué a considéré que le projet immobilier revêtait un « caractère d'intérêt public, de nature sociale conformément à l'article L. 411-2 4° c) du code de l'environnement » ; que le projet de construire 53 logements collectifs, en partie en accession aidée dans une zone de renouvellement urbain d'une grande commune dans laquelle le besoin en logements n'est pas contesté, revêt le caractère de raison impérative d'intérêt public majeur de nature sociale et le préfet d'Ille-et-Vilaine n'a ainsi pas méconnu les dispositions précitées du code de l'environnement ;

7. Considérant que le moyen tiré de l'erreur manifeste d'appréciation au regard de la modification du schéma de cohérence territoriale qui aurait été en cours est, en tout état de cause, inopérant ;

8. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que la requête de l'association LA NATURE EN VILLE doit être rejetée ;

SUR LES FRAIS DE L'EXPERTISE :

9. Considérant qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, et en tout état de cause, de laisser les frais de l'expertise à la charge des sociétés Mission Coop et SO.RE.IM ;

SUR LES CONCLUSIONS TENDANT A L'APPLICATION DE L'ARTICLE L. 761-1 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE :

10. Considérant qu'en vertu des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, le Tribunal ne peut pas faire bénéficier la partie tenue aux dépens ou la partie perdante du paiement par l'autre partie des frais qu'elle a exposés à l'occasion du litige soumis au juge ; que les conclusions présentées à ce titre par l'association LA NATURE EN VILLE doivent, dès lors, être rejetées ;

11. Considérant que dans les circonstances de l'espèce, il n'y a pas lieu de faire droit aux conclusions des sociétés Mission Coop et SO.RE.IM ;

D E C I D E :

Article 1^{er} : La requête de l'association LA NATURE EN VILLE est rejetée.

Article 2 : Les conclusions des sociétés Mission Coop et SO.RE.IM tendant à la condamnation de l'association LA NATURE EN VILLE au paiement des frais exposés et non compris dans les dépens sont rejetées.

Article 3 : Les frais de l'expertise sont laissés à la charge définitive des sociétés Mission Coop et SO.RE.IM.

Article 4 : Le présent jugement sera notifié à l'association LA NATURE EN VILLE, au ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, à la société SO.RE.IM et à la société Mission Coop.

Copie du présent jugement sera adressée pour information au préfet d'Ille-et-Vilaine.

Délibéré après l'audience du 29 novembre 2013, à laquelle siégeaient :

M. Gazio, président,

M. Venneguès, premier conseiller.

M. Thibault, premier conseiller,

Lu en audience publique le 27 décembre 2013.

Le président-rapporteur, Le premier conseiller,

assesseur le plus ancien,

J-H. GAZIO P. VENNEGUES

Le greffier,

P. MINET

La République mande et ordonne au ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie en ce qui le concerne et à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.